

ABONNEMENTS

Canada, par année\$1.00
 États-Unis, par année 1.50
 Europe, par année 2.50

Tarif des Annonces

Par ligne 50 sous

ANNONCE LEGALES

1ère insertion, par ligne 12 sous
 Chaque insertion subséquente 8 sous

N. B.—Les annonces de mariages, mariages et sépultures seront insérées au taux de 35 sous chacune. Petites annonces, 50 sous.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA

EST PUBLIÉ ET IMPRIMÉ
 TOUS LES MERCREDIS

Toutes communications concernant
 le journal ou l'imprimerie devront être
 adressées à :

Le Manitoba

Allié par A. GAUVIN

Avenue Provencher

SAINT-BONIFACE - MANITOBA
 Téléphone : 1235

LA COMMISSION DES REPARATIONS ET LA RUPTURE

Le Conseil des ministres français a approuvé la conduite de M. Poincaré à la Conférence de Londres. Il n'en pouvait pas être autrement, puisque le programme du président du Conseil avait été approuvé par le gouvernement et en était en quelque sorte l'émanation.

Quand à la convocation des Chambres, elle n'a pas paru nécessaire pour le moment. Avant son départ, le Parlement avait eu, en effet, l'occasion d'entendre les déclarations de M. Poincaré qui, particulièrement au Sénat, avaient été très précises. Au Luxembourg comme au Palais Bourbon, les ordres du jour de confiance accordés au gouvernement dictaient à ce dernier l'attitude qu'il a observée sans faiblesse à la Conférence de Londres.

Reste donc à savoir ce que le gouvernement décidera dans le cas où la Commission des réparations, saisie de la demande de moratoire de l'Allemagne, s'inclinerait devant les ordres venus d'Angleterre et qui nous mettraient en minorité.

Devrons-nous accepter une décision que nous avons repoussée à Londres, ou passer outre à une détermination que nous avons combattu au point de rendre inutiles les pourparlers de la Conférence?

Telle est la question qui doit être envisagée et sur laquelle le gouvernement a à se prononcer.

En fait, pour l'opinion publique, la Commission des réparations n'est qu'une émanation des Etats alliés dont elle doit défendre les intérêts à l'égard de l'Allemagne. Mais ces Etats, comme l'indique le traité, sont juges de savoir si ces intérêts ne sont pas lésés et s'il ne convient pas à l'un d'eux, dans ce cas, de prendre des mesures de coercition. Cela est si vrai que c'est à l'avis de ces Etats que se réfère la Commission s'il lui paraît nécessaire, de son côté, de demander l'application des sanctions.

Il serait d'ailleurs souverainement illogique qu'on acceptât à Paris ce qu'on a refusé à Londres et qu'on s'inclinât devant les décisions des représentants des Etats réunis à l'hôtel Astoria, quand on combattit et repoussa ces décisions lorsque les chefs de ces Etats étaient groupés à Downing Street.

Certains craignent qu'en passant outre à une délibération de la Commission contraire à nos intérêts, nous alions à l'encontre du traité lui-même. Mais alors, à quoi donc servent les Conférences? Et si celle de Londres avait conclu dans un sens opposé à ce pourra décider la Commission, qu'elle solution eût été prise par les Alliés?

Quant au traité lui-même, il y a longtemps qu'on n'en trouve plus trace que dans les organes devenus inutiles depuis qu'on l'a laissé violer, non seulement par les Allemands, mais par l'Angleterre elle-même, comme cela s'est produit dans la question de Haute-Silésie et de l'occupation de la Ruhr où l'on vit M. Lloyd George essayer de traiter directement avec l'Allemagne, sans se préoccuper de l'existence de la Commission des réparations.

De notre côté, avons-nous attendu l'avis de celle-ci pour obliger l'Allemagne à s'exécuter, en occupant Francfort?

On objecte qu'après cette occupation qui, d'ailleurs, produisit des résultats immédiats, M. Lloyd George obtint de M. Millerand que, désormais, dans un cas semblable, les Alliés en fussent avisés. Le consentement du président du Conseil d'alors lui était personnel et d'un caractère de pure convenance diplomatique. Il n'engageait pas les autres Etats, pas plus qu'il n'engageait l'Etat français vis-à-vis de la Commission des réparations et des articles 17 et 18 qui donnent un droit "respectif" aux sanctions.

La situation ne saurait être la même qu'au moment où s'est créé un organisme qui devait servir à la défense de nos intérêts. Il est démontré aujourd'hui que, non seulement la Commission des réparations n'a pas défendu ces intérêts, mais que, suivant la déclaration de M. Loucheur à la Commission des affaires étrangères du Sénat, elle s'y est montrée, dans sa majorité, hostile et n'a pas cessé de favoriser les tendances allemandes.

La composition de cette commission où, contrairement à l'équité, la France, première créancière de l'Allemagne, ne possède qu'une voix sur quatre, est par cela même, suspecte, et, après ce qui s'est passé à la Conférence de Londres, dont elle ne peut être que l'écho, elle ne saurait faire jurisprudence à notre égard et détruire d'un trait le programme très net que nous avons développé et maintenu à Londres.

Non. Nous restons maîtres de notre action personnelle et nul ne saurait nous le reprocher, moins que tout autre M. Lloyd George qui a tout fait pour amener cette dissociation et qui, du reste, ne s'est jamais embarrassé de tels scrupules. Son entêtement et son acrimonie à défendre l'Allemagne contre toute sanction effective et surtout rapide, révèlent ce qu'on savait déjà, des tendances bienveillantes du premier ministre anglais à l'égard du Reich.

Ainsi donc, nous voyons notre principale alliée tendre les mains à nos adversaires d'hier et d'aujourd'hui. Nul n'aurait pu prévoir ce résultat de la guerre et, malgré tout ce qu'on savait de la "perfidie" séculaire de la poli-

tique anglaise, il était difficile d'imaginer un pareil revirement.

Mais M. Lloyd George cèdera si on sait lui montrer qu'une rupture ne nous effraie pas et qu'au contraire elle ne peut que servir nos intérêts en nous déliant les mains et en nous permettant d'appliquer sans plus tarder les sanctions auxquelles le traité de Versailles nous donne le droit de recourir.

M. J. B. M. BAXTER VOIT UN CANADA UNI ET PROSPERE

Montréal—L'honorable J. B. M. Baxter, c. r., député conservateur de Saint-Jean, (N.-B.), ancien solliciteur général du Nouveau-Brunswick, chef des conservateurs de cette province, est venu rendre visite hier aux rédacteurs de la "Patrie".

M. Baxter arriva de San Francisco et de Vancouver. En ce dernier endroit, il a assisté au congrès du barreau canadien où il a prononcé un discours important sur la loi civile.

En termes fort beaux il a vanté la loi civile de la province de Québec et l'a citée en exemple à tous les juristes présents.

M. Baxter est un ami sincère des Canadiens-français. Il ne peut comprendre que dans notre pays, il puisse y avoir des discussions acerbes de races et de religions. Même dans les grands débats politiques ces deux questions doivent être à tout prix évitées.

M. Baxter ne désespère pas que ces problèmes seront un jour résolus à l'avantage de tous et de chacun. Il veut enfin un Canada uni et sans alliage, un Canada qui ignore la friction et ne respire que la paix et la concorde la plus parfaite. Un mot avant de terminer, M. Baxter parle notre langue. Il l'a prouvé éloquentement en Chambre à la dernière session. M. Baxter est donc un ami dévoué et averti de notre race et de la langue qu'elle parle.

LES ACCUSATIONS DE M. FORD

Les usines Ford fermeront leurs portes le 16 septembre prochain, jetant ainsi sur le pavé, à ce qu'on calcule, tout près de 300,000 ouvriers ou employés.

Cette décision, M. Ford déclare qu'il a du la prendre à son grand regret, après avoir tout étudié, tout tenté pour obvier aux conséquences de la grève des charbonniers, qui a rendu impossible le ravitaillement en combustible de ses usines.

Si, comme l'affirme M. Ford, ses ateliers fabriquent et livrent par jour 5,200 automobiles, alors que la demande quotidienne pour ces machines s'élève à 5,300 il est évident que la fermeture de ces établissements, en plein rendement de leur capacité de production, est aussi désastreuse et ruineuse pour les propriétaires et actionnaires que pour les employés et ouvriers, et qu'elle n'a pu être décidée qu'à la dernière extrémité, après avoir tout essayé pour y échapper.

M. Ford a fait ses preuves comme industriel, et lorsqu'il se décide à fermer ses usines en pleine production, alors que la demande reste supérieure au rendement quotidien pourtant si formidable de 5,200 voitures par jour, il faut convenir que les accusations qu'il porte publiquement ne peuvent être passées sous silence.

D'après M. Ford, la disette de charbon est telle, au point de vue industriel, que malgré son souci constant d'assurer son approvisionnement, il lui restera, le 16 septembre prochain, tout juste de quoi alimenter ses haut-fourneaux et ses fours, dont l'arrêt, même temporaire, occasionnerait des pertes se chiffrant par centaines de mille dollars.

Or, son avis est que cette crise nationale, devant laquelle les autorités, tout comme le public, sont impuissants est imputable à la cupidité des barons de la finance qui, au moyen d'agents subventionnés, contrôlent et manipulent les unions ouvrières dans le pays, pour servir une conspiration ayant pour but de forcer le gouvernement à racheter à des prix et conditions dictées par eux, les réseaux démolis et ruinés des chemins de fer.

Cette accusation est appuyée par une documentation qui semble sérieuse, tout au moins quant aux résultats acquis.

L'industrie américaine incapable de payer les prix exorbitants réclamés pour le charbon, et d'ailleurs impuissante à se ravitailler même à ces prix, se voit donc menacée d'un désastre, à l'heure même où tout indiquait une reprise profitable d'activité.

Les conspirateurs escomptent que, devant cette menace, le gouvernement obligé de céder aux demandes d'intervention, n'aura d'autre alternative que d'assumer le contrôle des exploitations ferroviaires dans l'espoir de ramener l'ordre dans les transports nationaux.

La partie serait belle alors pour ceux qui n'aspirent qu'à se débarrasser de réseaux devenus un trop lourd fardeau; ils vendraient à des conditions inespérées et passeraient la main à "la princesse" à l'Etat, l'habituée vache à lait.

Qu'y a-t-il de fondé dans cette accusation si grave? Il

faut bien reconnaître qu'elle a pour la justifier des vraisemblances plausibles.

Les entreprises ferroviaires, qui, pendant les quarante ou cinquante dernières années, ont alimenté tant de spéculations fructueuses, sources de la majeure partie des grosses fortunes, sont aujourd'hui menacées par plusieurs facteurs, notamment les transports automobiles; l'outillage avec les progrès de l'électricité devra être avant peu complètement renouvelé, alors que les conditions économiques, celles en particulier des salaires, ne laissent entrevoir que de maigres possibilités de revenus.

Dans ces conditions quoi de plus naturel, vraisemblable donc, que les gros financiers aspirent à se débarrasser de ces réseaux offrant désormais plus de charges et d'aléas que de profits?

C'est un point de vue qui vaut d'être étudié et sur lequel il est bon que l'attention du public soit attirée.

Quant à l'existence du contrôle exercé par le moyen d'agents subventionnés, sur les unions ouvrières, par ces mêmes puissances financières, il est malheureusement raisonnable de croire que ce n'est pas chose invraisemblable.

Comme on le voit, nos voisins ne sont pas encore sortis du bois; bien au contraire, ils vont avoir à faire face à une crise formidable, une véritable révolution pour défendre l'intérêt public.

(La Presse)



RAPPORT DU COMITE DU MONUMENT
 élevé à la mémoire des soldats français de l'Ouest
 morts au Champ d'Honneur.

10 JUILLET 1922

PRESIDENT D'HONNEUR
 M. L'Agent Consulaire de France

PRESIDENT

M. J. A. M. de la Gélais

VICE-PRESIDENTS

M. le curé Joly M. V. Mager M. J. Grymonpré

SECRETAIRE-TRESORIER

M. J. E. Collon

MEMBRES

MM. F. Chalioux, Rév. J. Guistard, L. G. Legrand, P. de Roquigny, F. de Sieyès, B. Soury-Lavergne, C. Vampouille, B. de Roussey, de Sale, J. de Froment, Dr. A. Nové-Josseland, L. Marius, A. Scibilleau, P. Simonot, G. R. Vendôme, L. B. de Witte, R. Denis.

AUX SOUSCRIPTEURS

Le Comité du monument ayant terminé son rôle rend compte aux souscripteurs du total des souscriptions reçues montant à \$2,774.86.

La plupart de ces souscriptions ont déjà été publiées dans la Liberté et le comité se contente aujourd'hui de publier les noms de ceux qui n'ont pas encore été publiés. Il donne ensuite de cela le détail des dépenses faites.

Il sera impossible d'envoyer une copie du dit compte-rendu à tous les souscripteurs car cela occasionnerait une dépense considérable; mais le Comité fait son possible pour que quelques exemplaires soient envoyés dans chaque localité où il y a des souscripteurs.

Le comité profite de cette occasion pour remercier bien sincèrement tous ceux qui l'ont aidé dans sa tâche et est persuadé que le monument exprime bien l'idéal patriotique qui l'a inspiré.

J. E. COLLON, Secrétaire.

RECETTES DU COMITE

Listes déjà publiées dans la Liberté	\$2,308.20
Balance des recettes de la soirée du 25 Avril 1920	11.75
Soirée du 17 Novembre 1920	251.91
Intérêts reçus sur dépôts	35.00
Madame Geo. Rondeau, (St. Léon)	2.00
Rév. P. Pealapra, (St. Boniface)	1.00
R. Delaveau, (St. Vital)	5.00
H. Linossier, (Erickdale)	2.00
Rév. Salaun, 2ème sous., (Pincher Creek)	1.00
B. de Witte, 2ème sous., (Winnipegosis)	10.00
Rdes Soeurs de St. Adolphe, (St. Adolphe)	25.00
Guignot	5.25

(A suivre en page 2)

UN T D'EVEQUE

C'est un évêque de la région parisienne, très respecté, très français, très fin.

Un religieux bénédictin qui fait campagne pour l'abolition du rabat, trop français pour être orthodoxe, et pour la prononciation italienne du latin, vient voir le prélat et l'endocctrine.

"Non, mon cher père, répond l'évêque, je ne dirai ni "tchi" ni "tché", ni "ous" ni "oum"; je suis trop vieux: je suis né en "om", je mourrai en "om".

SURETE AVANT TOUT

"Sûreté avant tout" est une maxime bonne à suivre presque toujours, surtout lorsqu'il s'agit de prêter de l'argent. Le riche peut se permettre de spéculer et de courir les risques auxquels l'exposent les taux d'intérêt élevés. Ceux qui ne disposent que de modestes épargnes ne devraient pas placer que sur garantie absolue. Pour cette classe, les bons du Dominion du Canada ne sauraient être égalés: leur sûreté est parfaite et ils rapportent un intérêt libéral. Les détenteurs des bons du Dominion du Canada, à cinq et demi pour cent, échéant le 1er décembre 1922, peuvent remplacer leur argent au même taux d'intérêt, en échangeant les anciens bons contre des nouveaux, d'une durée de cinq ou dix ans, comme il leur plaira. Toutes les banques chartrées peuvent faire ces échanges.

LE CANADA MUSICAL

La saison musicale est à l'aveil de commencer; cela se voit puisque le numéro du 2 septembre du Canada Musical paraît à 20 pages. Une des grosses nouvelles qu'il nous apporte, c'est la disparition inexplicable du compositeur Alexandre Glazounoff, dont on est sans nouvelles depuis sa rentrée en Russie à la demande du gouvernement soviétique. Une interview de M. Pierre Monteux, directeur de l'Orchestre Boston Symphony, nous donne ses impressions au retour d'un court voyage en Europe. Nos musiciens rentrent aussi de leur voyage d'outremer. Henri Marteau, le violoniste, vit en Allemagne et il se livre à la composition. Les Anglais sont anxieux de voir rouvrir les portes du théâtre de Covent Garden, restées fermées depuis la guerre. Le Brésil donne de grandes fêtes artistiques pour célébrer le centenaire de son indépendance. Le Canada Musical a des portraits remarquables: celui de Mme Emma Calvé, célèbre par son incarnation de "Carmen", avec son autographe; ceux d'Alfred Cortot, le pianiste, et de Jacques Thibaud, le violoniste, avec les groupes de personnes qui ont suivi leurs cours d'interprétation pendant l'été. Beaucoup de nouvelles de l'Europe, etc. Le Canada Musical est en vente au prix de 15 sous le numéro. Pour les abonnements, \$3 par an, on doit s'adresser à Casier postal 1509, Montréal.

PRES DU MILLION

Montréal—John Lowell et Fils dans leur annuaire des adresses de Montréal, qui sera distribué aux souscripteurs dans quelques jours, font un estimé de la population de la ville qui, d'après leur propre recensement est estimé à 797,888 pour la ville proprement dite, plus 19,500 pour Westmount, 14,000 pour Outremont, 30,000 pour Verdun, et 1,800 pour Montréal-Ouest, ce qui forme un grand total de 863,188. On voit que nous ne sommes pas loin d'un million. Les rues sont maintenant au nombre de 1,517 y compris celles des municipalités extérieures.

DECES

Nous apprenons avec regret la mort de M. L. A. Potvin, de Winnipeg. Il était le frère de M. A. Potvin, de cette ville. Les funérailles auront lieu vendredi, à neuf heures du matin, à la cathédrale de Saint Boniface.

RAPPORT DU COMITE DU MONUMENT

(Suite de la page 1)

E. Modere	5.00
Mme Sougri, (Dunrea)	1.00
C. Vautrin, (Erickdale)	8.00
RR. PP. Oblats, (Duluth)	5.00
J. F. Combet	5.00
Mr. Bourgoin, (Winnipeg)	15.00
Mme Gauthier, (Winnipeg)	25.00
Mme Mullon, 2ème soc., (St. Boniface)	1.00
M. G. Dubois, (Duck Lake)	2.00
Comité d'ameublement de Ste-Rose du Lac	49.75
	\$2,774.86

DEBOURS

Argent payé en France pour paiement de la statue et des plaques (y compris le transport)	\$ 777.46
Douane payée pour la statue	362.07
Payé à M. Bozeur, pour frais	5.00
Payé pour frais des plaques (y compris le transport à St. Boniface)	7.85
	374.92
Moins remboursement reçu de la douane	360.82
	14.10
Payé à Monsieur Piroton pour travail de pierre pour la effigie	1,412.00
" " pour divers frais	325.00
	9.15
	1,746.15
Payé pour entretien du terrain, placement du gazon, fleurs, etc, en 1921	63.00
Frais divers:	
200 circulaires et enveloppes	25.95
1000 reçus	8.25
Timbres	15.25
Timbres	5.00
Timbres	2.00
100 cartes postales	3.00
1000 circulaires	15.00
Programmes du 25 Avril 1920	4.00
Echanges sur chèques	.60
Frais spéciaux à la soirée du 25 Avril 1920	13.00
Loyer d'une salle de réunion à St. Boniface	2.00
Dépenses pour l'inauguration du monument circulaires, etc.	40.00
Pertes fête du 14 juillet 1920	19.70
Total	\$ 154.25
Impression du compte-rendu et envoi	19.90
	\$ 172.25
Total général	\$2,774.86

OEUVRE DU SOUTIEN FRANCAIS

Pro Infantia - Pro Patria

Depuis quelques jours se trouve parmi nous Madame la comtesse d'Audiffret, la déléguée générale de l'oeuvre admirable du Soutien Français "Pro Infantia - Pro Patria" de l'entretien et de l'éducation de nombre d'enfants en France, dont le père est tombé sur le champ de bataille ou rendu mutilé ou infirme.

La comtesse d'Audiffret est venue parmi nous, plaider la cause si pathétique de ces pauvres enfants dont l'avenir est un problème si grave pour la France, accréditée par le gouvernement Français, Son Eminence le Cardinal

Dubois, archevêque de Paris, et Sa Grandeur Monseigneur Baudrillard, Recteur de l'Université catholique de Paris; tout spécialement recommandée aussi auprès de Son Honneur Monsieur le Lieutenant Gouverneur de Manitoba et Lady Aikin et Mr. le consul de France et Madame Bourgoin.

Nous croyons pouvoir affirmer que Madame d'Audiffret donnera une causerie en langue française et une en langue anglaise pendant son séjour à Winnipeg. Conférences qui seront suivies à quelques jours de distance d'une fête très parisienne qui aura le cachet de l'Inédit et est destinée à laisser une impression durable parmi tous ceux qui sont amis de la France.

Dans un prochain numéro,



rapidement obtenues par l'emploi du

GENTIN

(LE BON TONIQUE)

Son heureuse composition en fait le plus puissant des toniques. Il convient aux Convalescents, Vieillards, Femmes, Enfants et aux personnes débiles et délicates.

Le Gentin, purement végétal, est originaire des Montagnes Rocheuses où les Sauvages Sioux l'employaient pour COMBATTRE LA MOLLESSE DES CHAIRS—SE DONNER DE LA RESISTANCE. En vente partout \$1.00 la bouteille.

LA COMPAGNIE GUYTON, LIMITEE, 608, RUE SAINT-PAUL, QUÉBEC, MONTREAL.

nous donnerons les détails sur ces événements ayant rapport à notre chère France.

RECORD BOSSOUTROT

Bossoutrot, aviateur français, dirigeant un monoplan dans le concours international de planeurs, est resté dans l'air pendant 5 minutes et 18 secondes. Il a établi un record et battu de trois minutes et deux secondes les meilleures performances allemandes. Il a utilisé un coulant qui s'élevait le long de la colline d'où il s'est lancé, arrivant à 48 mètres au dessus du sol.

Faites Vite

N'attendez pas que la mauvaise digestion, la biliosité ou les intestins inactifs vous aient causé un mal qui peut tourner en maladie sérieuse. Soulagez-vous promptement par le meilleur correctif et préventif.

BEECHAM'S PILLS

En vente partout. En boîte de 2.

BERNIER, BERNIER & FRIPP

AVOCATS-NOTAIRES

Spécialité: Règlement de successions, compagnies, droit criminel.
400, Edifice Somerset
WINNIPEG

ACHETEZ VOS

EPICERIES et PROVISIONS
T. Pelletier & Cie

Avenue Taché, St-Boniface

Où vous aurez toujours des marchandises de première qualité.

Soudure de Metaux

Procédé "Oxy-Acétyle"

Nous remplaçons tout matériel brisé et donnons ces pièces la qualité égale au neuf.

SOUDEUSE DE TOUS METAUX
Manitoba Welding Company
Établi depuis 1911
58 Princess — Tél. A8721
WINNIPEG, MAN
Nous parlons français

J. O. BRUNET

Importateur de
MONUMENTS
FUNERAIRES
en marbre et granit, statues,
etc.

Bureau et Atelier
346 Taché, St-Boniface
En face de
L'Hôpital St-Boniface

Tél. M. 5325-Rés. Tél. M. 7106

HEROS

TABAC CANADIEN FERMENTÉ
TRES DOUX TRES BON
PAS DE MAUVAISE ODEUR

Aux Détenteurs des Bons de la Victoire
du Canada, à 5 ans et à 5½ pour
cent d'intérêt

Émis en 1917 et échéant le 1er décembre 1922

OFFRE DE CONVERSION

LE MINISTRE DES FINANCES offre aux détenteurs de ces bons, qui désirent continuer leurs placements sous la garantie du Dominion du Canada, le privilège d'échanger à l'échéance les bons de l'une et de l'autre catégories portant intérêt de 5½ pour cent, payable semestriellement:

- Les bons de cinq ans, datés du 1er novembre 1922, échéant le 1er novembre 1927.
- Les bons de 10 ans, datés du 1er novembre 1922, échéant le 1er novembre 1932.

Tandis que les bons échéants rapporteront de l'intérêt jusqu'au 1er décembre 1922, les nouveaux bons commenceront à produire de l'intérêt à partir du 1er novembre 1922. CE QUI DONNERA UNE BONIFICATION D'UN MOIS ENTIER D'INTÉRÊT A CEUX QUI PROFITERONT DU PRIVILÈGE DE LA CONVERSION.

Cette offre est faite seulement aux détenteurs de bons arrivant à échéance et non pas à d'autres prêteurs. Les bons à émettre en vertu de cette proposition seront virtuellement de même nature que ceux échéants, sauf que l'exemption de taxe ne sera pas appliquée à la nouvelle émission.

Daté à Ottawa, le 8 août 1922.

Les détenteurs des bons échéants, qui désirent profiter de ce privilège de conversion, devront porter leurs bons, LE PLUS TÔT POSSIBLE, MAIS NON PAS PLUS TARD QUE LE 30 SEPTEMBRE, à une succursale de toute banque chartée au Canada, afin d'en recevoir en échange, pour les bons remis, un reçu officiel contenant une promesse de distribution de bons correspondants de la nouvelle émission.

Les détenteurs des bons échéants pleinement enregistrés, dont l'intérêt est payable par chèques émis à Ottawa, recevront, le 1er décembre, comme à l'ordinaire, leurs chèques d'intérêt. Les détenteurs de bons à coupons détacheront et retiendront le dernier coupon non échu, avant de remettre le bon lui-même pour être converti.

Les bons remis seront envoyés par les banques au ministre des Finances, Ottawa, où ils seront échangés contre des bons de la nouvelle émission, sous forme de bons pleinement enregistrés, ou de bons à coupons enregistrés, ou de bons à coupons au porteur, avec intérêt payable le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pendant la durée de l'emprunt. Le paiement du premier intérêt se fera le 1er mai 1923, et les bons de la nouvelle émission seront transmis aux banques pour distribution immédiate après la réception des bons remis.

Les bons de l'émission arrivant à échéance, qui n'ont pas été convertis en vertu de cette proposition, seront acquittés le 1er décembre 1922.

W. S. FIELDING,
Ministre des Finances.Mendats de
FoyageursBillet de crédit et
Carnet de valeurs

Carnet de Nod

Change domestique
et étranger.

Conseils Pratiques

Les trois éléments du succès
sont: la volonté, le travail et l'écono-
mie. Ne négligez aucun.

LA BANQUE D'HOCHELAGA

Fondée en 1874
Succursale de St-Boniface, J. H. N. LÉVILLÉ, Gérant.
Succursale de Winnipeg, J. E. ARPIN, Gérant.

Autres Succursales:
Lorette, St-Norbert, La Salle, Bruxelles, Grande-Clairière, St-Clément, Ste-Anne des Chênes, Groulx, Ladroquerie.

Cusson Agencies, Ltd
Assurances

SEULE AGENTS ÉMETTANT DES POLICES EN FRANÇAIS

Représentant la compagnie de chemin de fer du

GRAND TRONC PACIFIQUE
GOUVERNEMENT CANADIEN

et toutes les autres compagnies de navigation, sur tous les océans

Renseignements donnés volontiers et gratuitement

60 AVE. PROVENCHER, ST-BONIFACE. TEL. MAIN 4372

Bureaux: Main 7318 — TELEPHONES — Résidence: Main 4199

CASIER POSTAL 179

J. A. CHARETTE
ST-BONIFACE, MAN.

PLUMBERIE POUR LA VILLE ET LA CAMPAGNE
CHAUFFAGE A EAU CHAUDE, VAPEUR, AIR CHAUD
COUVERTURES EN TOLE ET EN GRAVIER
CORNICHES ET VENTILATION ET TOUTS TRAVAUX EN TOLE
SATISFACTION ASSURÉE

Direction Personnelle

EXCURSION A LA

COTE DU PACIFIQUE

PAR LES

MONTAGNES ROCHEUSES

Occasions extraordinaires de voir l'Ouest Canadien
et les Montagnes Rocheuses dans les conditions les
plus favorables et aux moindres frais.

TRAIN SPECIAL

De Winnipeg, juin, le 30,
11.30 p.m.

Ce train raccorde avec le
PAQUEBOT G.T.P.
De Prince Rupert, le 6 juillet

Arrêts aux endroits d'intérêt suivants:

Watrous, Saskatoon, Wainwright, Edmonton, Jasper, Mt. Rob-
son, Prince-George, Kitwanga, Terrace, Prince Rupert,
Vancouver, Victoria, Seattle.

CHOIX DE ROUTES POUR LE RETOUR

Pour plus amples renseignements s'adresser à:

M. E. SABOURIN, Agent, C.N.R.

549 Taché Avenue ST-BONIFACE Tel. N 1351, 1206

(Nous invitons la correspondance en français)

Canadian National Railways

Nos marchandises d'op-
tiques sont entière-
ment garan-
ties

A. R. McRUER

Opticien diplômé

Membre de la Société des Opti-
ciens de Manitoba

Avenue Provencher, St-Boniface

Inventions

Protégées en tous pays
Si vous avez une invention à développer et à
protéger, nous sommes en mesure de faire
connaître, rapidement et efficacement, votre
idée aux personnes compétentes. Nous vous aidons
dans tous les détails de votre invention et nous vous garantissons
tous les avantages qui vous reviennent.

PIGEON & LYMBURNER

PIGEON, PIGEON & DAVIS

Edifice Power Montreal

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

L'Allen's Lung Balsam

